

1. Record Nr.	UNINA9910724354703321
Autore	Biland Emilie
Titolo	Gouverner la vie privée : L'encadrement inégalitaire des séparations conjugales en France et au Québec / / Emilie Biland
Pubbl/distr/stampa	Lyon : , : ENS Editions, , 2019
Descrizione fisica	1 online resource (257 pages)
Disciplina	346.0166
Soggetti	Divorce - Law and legislation
Lingua di pubblicazione	Francese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia
Nota di contenuto	Introduction -- Au-delà de la "privatisation" des séparations conjugales -- Gouvernement de la vie privée et ordre social -- Comparer la construction nationale des inégalités privées -- Liberalisme judiciaire et inégalités d'accès -- 1. La même justice pour tou.tes ou à chacune selon ses besoins ? -- Deux manières d'alléger les procédures judiciaires -- Avec ou sans juge ? -- Des configurations politiques et juridiques distinctes -- Au Québec : la justice hors Cour -- En France : de l'accélération des procédures à la déjudiciarisation -- Inégaux dans l'accès à la justice -- Trois parcours institutionnels au Québec -- Une justice française à plusieurs vitesses -- Professions établies, nouveaux rôles -- 2. Le grand écart des magistratures -- Elite des professions juridiques ou quasi-fonctionnaires ? -- Arbitrer, concilier ou gérer ? -- La différenciation interne des pratiques -- Hétérogénéité des barreaux et diversification des pratiques -- Une spécialité féminisée -- Plaider ou négocier ? -- Entre professionnelles et personnes séparées : variations autour du pouvoir -- 3. Face à face institutionnel et distance sociale -- Limiter les attentes -- Intrusion et moralisation -- Femmes habituées et hommes en retrait -- Entre dominant.es -- Maîtriser son affaire, sur tous les fronts -- Proximité et connivence -- Hommes trop assurés et femmes dépendantes -- Différencier les parents -- 4. Mère quotidienne et père occasionnel ? -- L'ancrage social et genre du travail parental -- La structuration nationale des rôles parentaux -- La "coparentalité" est-elle économique ? -- Débiteurs et créancières -- Variations nationales autour de l'obligation d'entretien -- Justice privée

ou redistribution publique? -- 5. Au Quebec, justice de genre et reforme des politiques sociales -- Promouvoir la cause economique des femmes -- La construction conflictuelle de l'interventionnisme public -- Moins d'aide sociale, plus de politique familiale -- En France, protection publique et inegalites de genre -- Verser des prestations aux femmes plutot que faire payer les hommes? -- Rationaliser la justice grace au bareme -- La relance en trompe-l'oeil du recouvrement des pensions -- L'individualisation comme production institutionnelle inegalitaire -- Une convergence divergente du gouvernement de la vie privée.

Sommario/riassunto

L'implication de l'Etat dans la vie privée pose problème : les individus ont davantage de droits que par le passé, mais certains de leurs comportements, jugés problématiques pour la collectivité, justifient un interventionnisme renouvelé, dans lequel acteurs privés et mécanismes de marché occupent une place croissante. En tension entre libéralisme et normalisation, cette action publique participe aux recompositions des rapports sociaux, entre les classes sociales, entre les genres, ainsi qu'entre la population majoritaire et les personnes racisées. Objet de vifs débats et de réformes récurrentes, la régulation par le droit des séparations conjugales est un observatoire précieux de ces recompositions, ici analysées à partir de trois enquêtes collectives, qualitatives et quantitatives, menées des deux côtes de l'Atlantique. En France comme au Québec, l'accès aux procédures, les interactions avec les professionnels et l'encadrement des modes de vie sont les trois dimensions constitutives du gouvernement de la vie privée. Cependant, chacun des contextes n'articule pas de la même manière inégalités de classe et inégalités de genre. En scrutant la production institutionnelle des inégalités privées, cet ouvrage invite à imaginer des voies alternatives, dans la sphère privée comme dans la sphère publique, pour que la politique des droits tiennent ses promesses émancipatrices.
